



Bruxelles, le 21 juin 2017,

Un droit à l'énergie pour tou-te-s les Européen-ne-s,

Les chiffres de la pauvreté énergétique en Europe donnent à réfléchir. Plus de 125 millions d'Européen-ne-s ne peuvent pas chauffer leur foyer convenablement. 80 millions d'Européen-ne-s vivent dans des domiciles considérés comme humides. La surmortalité hivernale représente 200 000 décès chaque année, la moitié étant directement à imputer à des logements froids.

La pauvreté énergétique peut s'expliquer par trois causes qui interagissent : des prix de l'énergie élevés, des bas revenus et des logements inefficaces énergétiquement (qui constituent le chiffre stupéfiant de 75% du volume de logement dans l'UE). La pauvreté énergétique frappe d'abord les populations les plus vulnérables : les personnes âgé-e-s, les enfants, les familles monoparentales (des femmes dans 80% des cas). Traiter cette question sociale pressante exigera une approche politique globale, entremêlant les politique sociale et environnementale. La crise économique suivie des politiques d'austérité et de la montée de la précarité sur le marché du travail restent les principaux facteurs de l'augmentation de la pauvreté en Europe. Cependant, il est capital de reconnaître aussi le rôle joué par les politiques énergétiques dans cette augmentation.

L'accès à une énergie abordable, sûre, durable et moderne a été identifié comme l'un des 17 Objectifs de développement durable des Nations Unies. Les institutions européennes reconnaissent aussi de plus en plus la pauvreté énergétique. En 2009, elle a été intégrée dans la législation européenne et dans le paquet 2030 de la Commission, intitulé *Une énergie propre pour tous les Européens*. La prise de conscience se déploie également au niveau national puisque les collectivités publiques, les organisations et les mouvements sociaux approfondissent de façon croissante leur compréhension de la spécificité de la pauvreté énergétique. Mais la sensibilisation seule ne fera pas tout : le temps des actions politiques est venu pour combattre la pauvreté énergétique au niveau européen.

Affronter la pauvreté énergétique demande de transformer nos systèmes énergétiques. Augmenter l'efficacité énergétique, à travers des efforts de grande ampleur dans toute l'Europe, et changer nos modes de production au bénéfice des énergies renouvelables produites par les citoyen-ne-s ou des communautés ont un rôle décisif à jouer dans la réduction de la pauvreté énergétique. Les politiques de l'UE doivent permettre aux gens, en particulier les ménages à faible-revenu, de prendre part et bénéficier de la transition qui s'annonce, et non pas de devoir payer la note. Tou-te-s les citoyen-ne-s devraient ainsi avoir accès à une énergie abordable et renouvelable et à un logement énergétiquement performant.

En tant que coalition de syndicats, d'organisations agissant contre la pauvreté et d'ONG environnementales, nous sommes engagés à joindre nos efforts pour combattre la pauvreté énergétique et défendre le droit à une énergie renouvelable pour tou-te-s.

Nous demandons :

- la reconnaissance dans la législation de l'UE de l'énergie à un prix abordable comme droit de l'homme de base
- l'interdiction de la déconnexion des ménages à faible revenu et aux consommateurs vulnérables
- la priorisation des ménages à faible revenu dans les initiatives de rénovation énergétique ; assurer qu'il n'y aura aucun coût supplémentaire de logements ou sur les factures afin de traiter l'une des causes principales de la pauvreté énergétique
- des objectifs d'efficacité énergétique plus ambitieux et une accélération de la transition énergétique dans le paquet 2030 de la Commission, intitulé *Une énergie propre pour tous les Européens*, en particulier pour assurer des investissements accrus dans la rénovation des bâtiments
- de renforcer les mesures spécifiques destinées à combattre la pauvreté énergétique à travers le paquet 2030 de la Commission, *Une énergie propre pour tous les Européens*.
- une définition de la pauvreté énergétique qui puisse être européenne accompagnée d'indicateurs communs dans l'UE pour suivre son évolution avec le soutien de l'Observatoire de la pauvreté énergétique nouvellement créé
- l'implication des ONG, des syndicats et des personnes touchées par la pauvreté énergétique dans le développement et le suivi des plans d'actions européens et des Etats membres.

Signature :

COFACE – FAMILIES EUROPE www.coface-eu.org

EAPN www.eapn.eu

EFBWW www.efbww.org

EPSU www.epsu.org

ETUC www.etuc.org

Friends of the Earth Europe www.foeeurope.org

FEANTSA www.feantsa.org

Greenpeace www.greenpeace.org

Droit à l'énergie SOS Futur www.energiesosfutur.org

Social Platform www.socialplatform.org

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter Guillaume Durivaux, EPSU, gdurivaux@epsu.org